



AC ENVIRONNEMENT
DIAGNOSTICS IMMOBILIERS

AGENCE ISERE

Miniparc des Bealieres - 19 Avenue du
Granier
38240 MEYLAN
Tel :
Fax :

COORDONNÉES DESTINATAIRE

Société HOPITAL NORD CHU GRENOBLE ALPES
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE GRENOBLE
ALPES
CS 10217
38700 LA TRONCHE

DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE



RÉFÉRENCE

Référence : 002IW008135-1
A communiquer pour toute correspondance
Réalisé le : 20/12/2023
Référence mandataire : N76

DÉSIGNATION DU BIEN

N76
Boulevard de la Chantourne
38043 GRENOBLE CEDEX

PROPRIÉTAIRE

Société HOPITAL NORD CHU
GRENOBLE ALPES
CENTRE HOSPITALIER
UNIVERSITAIRE GRENOBLE ALPES
CS 10217

Diagnos



AC Environnement - 64 Rue Clément Ader 42153 RIORGES - Fax : 04 77 44 92 48
SIRET : 44135591400298 - N° de TVA Intracommunautaire : FR03441355914 - Code APE : 7120B
Assurée par HDI Global SE 76208471-30015

APPEL GRATUIT DEPUIS UN POSTE FIXE
N° Vert 0 800 400 100
www.ac-environnement.com

Note de synthèse



AMIANTE : Dossier Technique Amiante (DTA) (Liste A et B)

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.

Absence



AMIANTE : Dossier amiante avant démolition d'un immeuble bâti

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.

Absence

Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition d'un immeuble bâti

Mission de repérage réalisée selon les dispositions des articles R1334-19 et R1334-22 du Code de la santé publique, et conformément à l'arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage, à l'arrêté du 24 Décembre 2021 ainsi qu'à la norme NF X46 - 020 d'août 2017(2ème tirage).

A - RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS



A-1 DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE

Adresse : Boulevard de la Chantourne 38043 GRENOBLE
CEDEX

Référence client : N76

Désignation : N76

Date de construction : Avant 2019

A-3 OPÉRATEUR DE REPÉRAGE

Nom : MAZZILLI LOIC

Accompagnateur : Divers intervenants (0800400100)

Date de repérage : 20/12/2023

Numéro attestation : CPDI6030

Délivré le : 07/06/2021

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par ICERT - Parc d'Affaires, Espace Performance - Bât K - 35760 ST Grégoire

A-2 PROPRIÉTAIRE / DONNEUR D'ORDRE

Propriétaire :
Société HOPITAL NORD CHU GRENOBLE ALPES
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE GRENOBLE
ALPES
CS 10217
38700 LA TRONCHE

Donneur d'ordre :
Société HOPITAL NORD CHU GRENOBLE ALPES
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE GRENOBLE
ALPES
CS 10217
38700 LA TRONCHE

A-4 SOCIÉTÉ

Société & Siret : AC Environnement (N° 44135591400298)

Date du rapport : 05/01/2024

Assurance : HDI Global SE 76208471-30015

A Riorges, le 05/01/2024

PRÉSENCE D'AMIANTE DANS LE CADRE DE LA MISSION

Non

PRÉSENCE DE LOCAUX OU PARTIES DE LOCAUX NON VISITÉS ET OU
DE COMPOSANTS OU PARTIES DE COMPOSANTS NON INSPECTÉS

Non

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité.

B - SOMMAIRE

A - Renseignements administratifs

- A-1 - Désignation de l'immeuble
- A-2 - Propriétaire / Donneur d'ordre
- A-3 - Opérateur de repérage
- A-4 - Société

B - Sommaire

C - Locaux ou parties de locaux et composants ou parties de composant

- C-1 - Locaux visités
- C-2 - Locaux ou partie(s) de locaux non visité(s) et composant(s) ou partie(s) de composant non inspecté(s)

D- Etude préalable

- D-1 - Descriptif des travaux envisagés
- D-2 - Périmètre du bâtiment concerné
- D-3 - Objectif de la mission
- D-4 - Document(s) mis à disposition
- D-5 - Périmètre et programme de repérage de l'opérateur
- D-6 - Motifs de réduction ou d'augmentation du nombre de prélèvements
- D-7 - Adjonction(s) ou exclusion(s) par rapport à la norme NF 46-020
- D-8 - Conditions existantes au moment du prélèvement

E - Conditions de repérage

- E-1 - Modalités de repérage
- E-2 - Moyens d'investigation
- E-3 - Obligations de communication du rapport de repérage

F - Conclusions

- F-1 - Conclusion(s) du présent rapport de repérage
- F-2 - Réserves / Commentaires

G - Grille de résultats du repérage

Annexes

- Annexe : Plans
- Annexe : Reportage photographique
- Annexe : Grille d'évaluation de l'état de conservation
- Annexe : Prélèvements et analyses

C - LOCAUX OU PARTIE(S) DE LOCAUX ET COMPOSANT(S) OU PARTIE(S) DE COMPOSANT

C-1 LISTE DES LOCAUX VISITÉS

HELISTATION - Piste Helistation

HELISTATION - Local technique

C-2 LOCAUX OU PARTIE(S) DE LOCAUX NON VISITÉ(S) ET COMPOSANT(S) OU PARTIE(S) DE COMPOSANT NON INSPECTÉ(S)

Localisation / Désignation	Justification	Investigation complémentaire restant à réaliser
Sans objet	Sans objet	Sans objet

D - ÉTUDE PRÉALABLE

D-1 PROGRAMME DE TRAVAUX DU DONNEUR D'ORDRE

Démolition du site

D-2 PÉRIMÈTRE DU BATIMENT CONCERNÉ DÉFINI PAR LE DONNEUR D'ORDRE

Les travaux concernent le site cité en tête de rapport.

D-3 OBJECTIF DE LA MISSION

Ce repérage a pour objectif d'identifier et localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante incorporés ou faisant indissociablement corps avec l'immeuble ou la partie d'immeuble sur lequel des travaux de démolition sont programmés.

D-4 DOCUMENTS MIS A DISPOSITION PAR LE DONNEUR D'ORDRE

Aucun

D-5 PROGRAMME DE REPÉRAGE REGLEMENTAIRE

Conformément au programme des travaux de démolition défini par le donneur d'ordre, nous avons recherché l'ensemble des Matériaux et Produits Susceptibles de Contenir de l'Amiante (MPSCA) concernés par les travaux de démolition définis par le donneur d'ordre, sur la base des composants et parties de composant de la liste C de l'annexe 13-9 du Code de la santé publique, ainsi que les MPSCA qui n'y figurant pas, cette liste étant indicative.

Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
1. Toiture et étanchéité	
Plaques ondulées.	Plaques en fibres-ciment.
Ardoises.	Ardoises composite, ardoises en fibres-ciment.
Éléments ponctuels.	Conduits de cheminée, conduits de ventilation... Bardeaux d'asphalte ou bitume ("shingle"), pare-vapeur, revêtements et colles.
Revêtements bitumineux d'étanchéité.	Rivets, faîtages, closoirs...
Accessoires de toitures.	
2. Façades	
Panneaux-sandwichs.	Plaques, joints d'assemblage, tresses....
Bardages.	Plaques et "bacs" en fibres-ciment, ardoises en fibres-ciment, isolants sous bardage.
Appuis de fenêtres.	Éléments en fibres-ciment.
3. Parois verticales intérieures et enduits	

Murs et cloisons.	Flocages, enduits projetés, revêtements durs (plaques planes en fibres-ciment), joints de dilatation.
Poteaux (périphériques et intérieurs).	Flocages, enduits projetés, joints de dilatation, entourage de poteaux (carton, fibres-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), peintures intumescentes, panneaux de cloisons, jonction entre panneaux préfabriqués et pieds/ têtes de cloisons : tresse, carton, fibres-ciment.
Cloisons légères ou préfabriquées.	
Gaines et coffres verticaux.	Flocage, enduits projetés ou lissés ou talochés ayant une fonction coupe-feu, panneaux.
Portes coupe-feu, portes pare-flammes.	
	Vantaux et joints.
4. Plafonds et faux plafonds	
Plafonds	Flocages, enduits projetés, panneaux collés ou vissés, coffrages perdus (carton-amiante, fibres-ciment, composite).
Poutres et charpentes (périphériques et intérieures).	Flocages, enduits projetés, peintures intumescentes.
Interfaces entre structures.	Rebouchage de trémies, jonctions avec la façade, calfeutrements, joints de dilatation.
Gaines et coffres horizontaux.	Flocages, enduits projetés, panneaux, jonction entre panneaux.
Faux plafonds.	Panneaux et plaques.
5. Revêtements de sol et de murs	
Revêtements de sol (l'analyse doit concerner chacune des couches du revêtement).	Dalles plastiques, colles bitumineuses, les plastiques avec sous-couche, chape maigre, calfeutrement des passages de conduits, revêtement bitumineux des fondations.
Revêtement de murs	Sous-couches des tissus muraux, revêtements durs (plaques menuiserie, fibres-ciment), colles des carrelages.
6. Conduits, canalisations et équipements	
Conduits de fluides (air, eaux, autres fluides).	Calorifugeage, enveloppe de calorifuge, conduits en fibres-ciment.
Conduits de vapeur, fumée, échappement.	Conduit en fibres-ciment, joints entre éléments, mastics, tresses, manchons.
Clapets/ volets coupe-feu.	Clapet, volet, rebouchage.
Vide-ordures.	Conduit en fibres-ciment.
7. Ascenseurs et monte-charge	
Portes palières.	Portes et cloisons palières.
Trémie, machinerie.	Flocage, bourre, mur/ plancher, joint mousse.

8. Equipements divers

Chaudières, tuyauteries, étuves,
groupes électrogènes,
convecteurs et radiateurs,
aérothermes...

Bourres, tresses, joints, calorifugeages, peinture
anticondensation, plaques isolantes (internes et externes),
tissu amiante.

9. Installations industrielles

Fours, étuves, tuyauteries...

Bourre, tresses, joints, calorifugeages, peinture
anticondensation, plaques isolantes, tissu amiante,
freins et embrayages.

10. Coffrages perdus

Coffrages et fonds de coffrages perdus.

Eléments en fibres-ciment.

D-6 MOTIF(S) AYANT PU CONDUIRE A RÉDUIRE OU AUGMENTER LE NOMBRE DE PRÉLÈVEMENTS TEL QU'INDIQUÉ EN ANNEXE A DE LA NORME NF 46-020 POUR CHACUN DES MATÉRIELUX ET PRODUITS REPÉRÉS

Néant

D-7 ADJONCTION(S) OU EXCLUSIONS PAR RAPPORT A LA NORME NF 46-020

Néant

D-8 CONDITIONS EXISTANTES AU MOMENT DU PRÉLÈVEMENT SUSCEPTIBLES D'INFLUENCER L'INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS DES ANALYSES

Néant

E - CONDITIONS DE REPÉRAGE

E-1 MODALITÉS DE REPÉRAGE

Dans un premier temps, l'opérateur de repérage recherche et constate de visu la présence de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante et qui correspondent aux composants ou parties de composants de la liste C de l'annexe 13-9 du Code de la santé publique. S'il a connaissance d'autres produits ou matériaux réputés contenir de l'amiante, il les repère également. L'inspection des ouvrages doit être exhaustive. Le repérage peut nécessiter des sondages destructifs ou des démontages particuliers. Par exemple, il convient de procéder aux investigations suivantes :

- les plénums doivent être inspectés ;
- les gaines techniques doivent être contrôlées ;
- les cloisons démontables doivent être examinées (têtes, pieds et joints de la cloison, réservations) ;
- les éléments de façade, gaines maçonnées, joints de cloisons devront être sondés ou démontés s'il y a présomption de présence de matériaux contenant de l'amiante.

Il examine de façon exhaustive tous les locaux qui composent le bâtiment. La définition de zones présentant des similitudes d'ouvrage permet d'optimiser les investigations à conduire en réduisant le nombre de prélèvements qui sont transmis pour analyse.

Dans un second temps, et pour chacun des ouvrages ou composants repérés, en fonction des informations dont il dispose et de sa connaissance des matériaux et produits utilisés, il atteste, le cas échéant, de la présence d'amiante. En cas de doute, il détermine les prélèvements et analyses de matériaux nécessaires pour conclure.

Conformément aux prescriptions des articles L.1334-7, R 1334-14, R 1334-27 et R 1334-29 du code de la santé publique, à la norme NF X46-020 d'août 2017, les analyses des échantillons de ces produits et matériaux sont réalisées par un organisme accrédité par le COFRAC.

Conformément à l'article 5 de l'arrêté du 01/10/2019 : « Chaque couche dissociable d'un échantillon, dont la quantité de la prise d'essai est suffisante, fait l'objet d'une analyse propre ». Afin de pouvoir respecter cette exigence réglementaire qui s'impose au donneur d'ordre, à l'opérateur de repérage et au laboratoire d'analyse, l'opérateur procédera systématiquement lors de son intervention et dans la mesure du possible, à la séparation des couches constitutives de l'ouvrage prélevé. Si le donneur d'ordre souhaite malgré tout une analyse globale des couches constituant l'échantillon, il est porté à son attention que les résultats d'analyse ne seraient pas rendus sous couvert d'accréditation COFRAC ni sous couvert de la réglementation en vigueur si les couches constituant l'échantillon étaient séparables soit lors du prélèvement soit lors de la préparation de l'échantillon par le laboratoire.

L'opérateur de repérage veille à la traçabilité des échantillons prélevés : ces échantillons sont repérés de manière que les ouvrages dans lesquels ils ont été prélevés puissent être identifiés.

Lorsque, dans des cas très exceptionnels, qui doivent être justifiés, certaines parties d'ouvrages ne sont pas accessibles avant que les travaux de démolition ne commencent, l'opérateur de repérage émet les réserves correspondantes et préconise les investigations complémentaires qui devront être réalisées entre les différentes étapes de la démolition. Une nouvelle intervention de repérage complémentaire pourra être organisée, selon nos conditions tarifaires en vigueur ou conditions prévues au contrat.

Dans certains cas, la présence de matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante au cœur d'un ouvrage peut être impossible à identifier avant le début des travaux de démolition (exemples : écarteurs de banches noyés dans le béton, calles de ferrailage des dalles béton, ancienne colle de revêtement de sol noyée dans une nouvelle dalle béton pour rehaussement d'un plancher, conduit noyé dans un mur en béton, etc.). Dans de tels cas, la responsabilité de l'opérateur ne pourra pas être recherchée en cas de défaut de conclusion dans son rapport. Une nouvelle intervention de repérage complémentaire pourra être organisée, selon nos conditions tarifaires en vigueur ou conditions prévues au contrat.

Enfin, il est rappelé au donneur d'ordre que le repérage doit se faire en site vide d'occupant et d'équipement ou mobilier. La présence d'occupant, d'équipement ou de mobilier peut limiter fortement la réalisation d'investigations et de sondages destructifs, et donc l'exhaustivité des conclusions du présent rapport de repérage. Le donneur d'ordre est présumé informé de nos exigences d'intervention dès la commande de notre intervention et ne pourra se prévaloir ultérieurement de défaut de conclusion ayant pour cause la présence d'occupant, d'équipements ou de mobiliers lors de notre intervention.

E-2 MOYENS D'INVESTIGATION

Pour la réalisation de notre repérage, nos moyens d'investigations mis en œuvre garantissent la réalisation d'investigations approfondies destructives et non destructives, telles que :

- Dépose de certains blocs prises pour examiner la composition interne des cloisons.
- Dépose des éléments de finition (plinthes, couvre-joints, etc) des cloisons démontables pour examiner les têtes, pieds et joints de ces cloisons.
- Détermination des sondages destructifs ou les démontages particuliers nécessaires pour permettre d'accéder aux matériaux susceptibles de contenir de l'amiante (élément de façade, gaine maçonnée, joint de cloisons, etc). Dans le cas où le risque de découverte de matériaux et produits friables contenant de l'amiante est probable, les moyens de prévention adéquats devront être mis en œuvre.
- Classement des matériaux et produits selon leurs caractéristiques.
- Prélèvements pour déterminer par analyse, lorsque les marquages des matériaux ou les documents consultés par l'opérateur de repérage ne lui ont pas permis de conclure, la présence effective d'amiante dans des matériaux et produits susceptibles d'en contenir.

E-3 OBLIGATIONS DE COMMUNICATION DU RAPPORT DE REPERAGE

Conformément à l'article R1334-29-6 du Code de la santé publique, le rapport du repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante avant démolition est communiqué par le propriétaire du bâtiment à toute personne physique ou morale appelée à organiser ou effectuer des travaux de démolition dans l'immeuble.

F - CONCLUSIONS

F-1 CONCLUSIONS(S) DU PRÉSENT RAPPORT DE REPÉRAGE

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.

F-2 RÉSERVES / COMMENTAIRES

Sans objet

G - SOMMAIRE DES GRILLES DE RÉSULTAT DE REPÉRAGE

1 - Parois verticales intérieures et enduits

2 - Equipements divers et accessoires

3 - Voies et réseaux divers

GRILLE DE RÉSULTAT DU REPÉRAGE DES MPCA POUR LA CATEGORIE : Parois verticales intérieures et enduits

Plan	Localisation	Composant	Partie composant	Réf action	Observation	Précision loc.	Ref photo	Ref Prél.	Descriptif	Résultat	Conclusion
HELISTAT ION	Piste Helistation	Murs et cloisons	Enduits ciment	P6	Réalisation d'un prélèvement	Gouttière	002IW 00813 5-1 n°6 - 1	P6	Mortier - Dur - Gris	Négatif	Négatif sur analyse
					Sondage et extension de la ZPSO du prélèvement P6		002IW 00813 5-1 n°6 - 1				

GRILLE DE RÉSULTAT DU REPÉRAGE DES MPCA POUR LA CATEGORIE : Equipements divers et accessoires

Plan	Localisation	Composant	Partie composant	Réf action	Observation	Précision loc.	Ref photo	Ref Prél.	Descriptif	Résultat	Conclusion
HELISTAT ION	Piste Helistation	Jointure	Joint	P7	Réalisation d'un prélèvement	Gouttière	002IW 00813 5-1 n°7 - 1	P7	Joint / Mortier - Souple / Dur - Gris / Gris	Négatif	Négatif sur analyse
					Sondage et extension de la ZPSO du prélèvement P7		002IW 00813 5-1 n°7 - 1				

GRILLE DE RÉSULTAT DU REPÉRAGE DES MPCA POUR LA CATEGORIE : Voies et réseaux divers

Plan	Localisation	Composant	Partie composant	Réf action	Observation	Précision loc.	Ref photo	Ref Prél.	Descriptif	Résultat	Conclusion
HELISTAT ION	Piste Helistation	Revêtement routier	Bitume couche et sous-couche	P1	Réalisation d'un prélèvement		002IW 00813 5-1 n°1 - 1	P1	Enrobé - Bitumineux - Noir	Négatif	Négatif sur analyse
					Réalisation d'un prélèvement		002IW 00813 5-1 n°2 - 1				




Amiante

GRILLE DE RÉSULTAT DU REPÉRAGE DES MPCA POUR LA CATEGORIE : Voies et réseaux divers

Plan	Localisation	Composant	Partie composant	Réf action	Observation	Précision loc.	Ref photo	Ref Prél.	Descriptif	Résultat	Conclusion
HELISTAT ION	Piste Helistation	Revêtement routier	Bitume couche et sous-couche	P3	Réalisation d'un prélèvement		002IW 00813 5-1 n°3 - 1	P3	Enrobé - Bitumineux - Noir	Négatif	Négatif sur analyse
HELISTAT ION	Piste Helistation	Revêtement routier	Bitume couche et sous-couche	P4	Réalisation d'un prélèvement		002IW 00813 5-1 n°4 - 1	P4	Enrobé - Bitumineux - Noir	Négatif	Négatif sur analyse
HELISTAT ION	Piste Helistation	Revêtement routier	Bitume couche et sous-couche	P5	Réalisation d'un prélèvement		002IW 00813 5-1 n°5 - 1	P5	Enrobé - Bitumineux - Noir	Négatif	Négatif sur analyse

ANNEXE : PLANS DE REPÉRAGE DES MPCA

Ref.	Plans	Titre du plan
	HELISTATION	HELISTATION - Plan de repérage - Actions menées

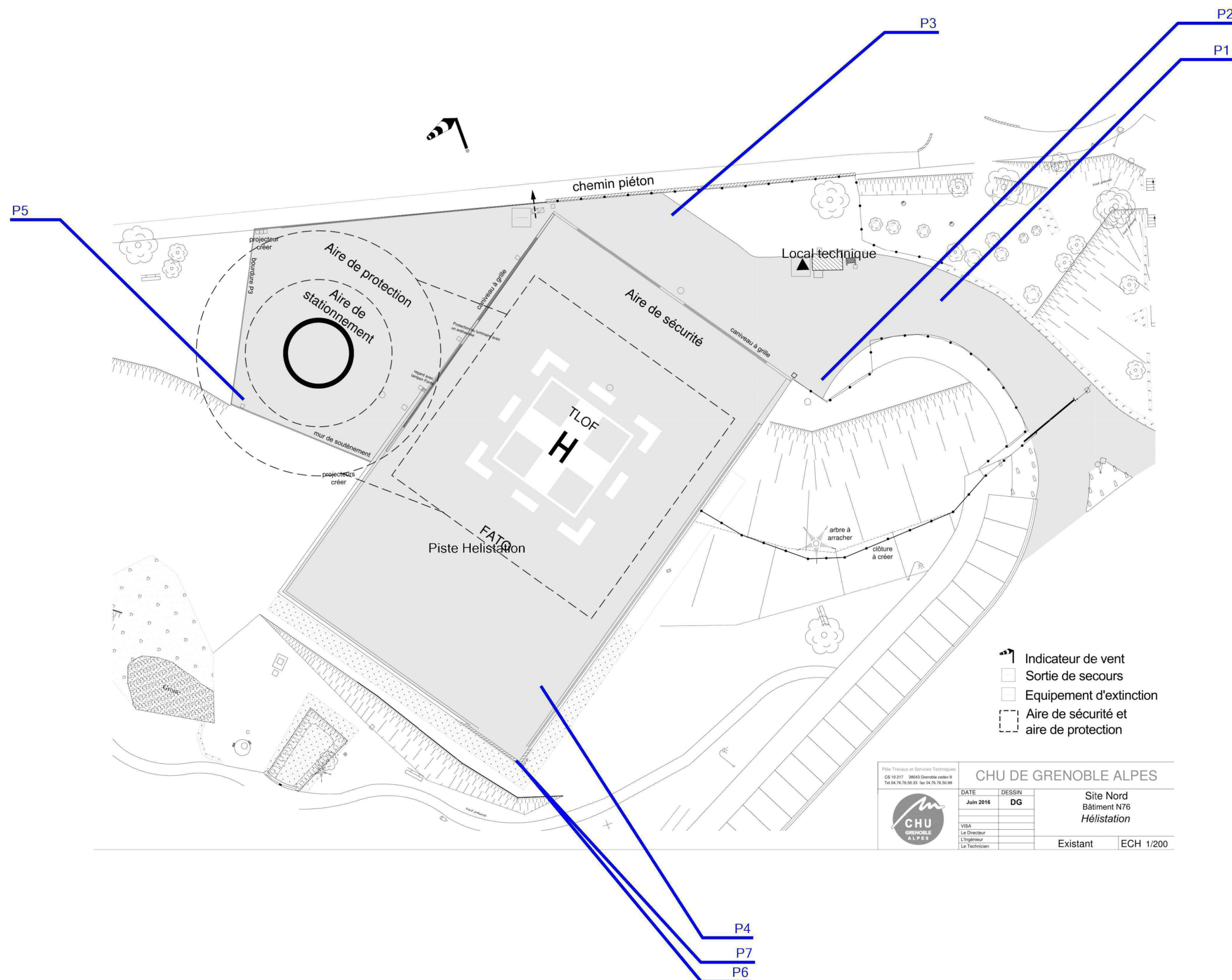
HELISTATION - PLAN DE REPÉRAGE - ACTIONS MENÉES

Référence:
002IW008135-1

Légende

P

Localisation d'un prélèvement négatif



Adresse du bien

Boulevard de la Chantourne
38043 GRENOBLE CEDEX

Désignatio

N7


Date intervention

20/12/202

Technicien intervenant

MAZZILLI LOIO

ANNEXE : REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE

 Photos représentant des matériaux et produits contenant de l'amiante

Référence	Localisation	Action
002IW008135-1 n°1 - 1 (P1)	HELISTATION - Piste Helistation	Prélèvement négatif
002IW008135-1 n°2 - 1 (P2)	HELISTATION - Piste Helistation	Prélèvement négatif
002IW008135-1 n°3 - 1 (P3)	HELISTATION - Piste Helistation	Prélèvement négatif
002IW008135-1 n°4 - 1 (P4)	HELISTATION - Piste Helistation	Prélèvement négatif
002IW008135-1 n°5 - 1 (P5)	HELISTATION - Piste Helistation	Prélèvement négatif
002IW008135-1 n°6 - 1 (P6)	HELISTATION - Piste Helistation	Prélèvement négatif
002IW008135-1 n°7 - 1 (P7)	HELISTATION - Piste Helistation	Prélèvement négatif



002IW008135-1 n°1 - 1 (P1) - HELISTATION - Piste
Helistation



002IW008135-1 n°2 - 1 (P2) - HELISTATION - Piste
Helistation



002IW008135-1 n°3 - 1 (P3) - HELISTATION - Piste
Helistation



002IW008135-1 n°4 - 1 (P4) - HELISTATION - Piste
Helistation



002IW008135-1 n°5 - 1 (P5) - HELISTATION - Piste
Helistation



002IW008135-1 n°6 - 1 (P6) - HELISTATION - Piste
Helistation



002IW008135-1 n°7 - 1 (P7) - HELISTATION - Piste
Helistation

ANNEXE : Récapitulatif des prélèvements et analyses

Prélèvements en rouge = Positif

Ref action	Categorie	Composant	Materiau	Localisation	Observation
P1	Voies et réseaux divers	Revêtement routier	Enrobé - Bitumineux - Noir - -	HELISTATION - Piste Helistation	
P2	Voies et réseaux divers	Revêtement routier	Enrobé - Bitumineux - Noir - -	HELISTATION - Piste Helistation	
P3	Voies et réseaux divers	Revêtement routier	Enrobé - Bitumineux - Noir - -	HELISTATION - Piste Helistation	
P4	Voies et réseaux divers	Revêtement routier	Enrobé - Bitumineux - Noir - -	HELISTATION - Piste Helistation	
P5	Voies et réseaux divers	Revêtement routier	Enrobé - Bitumineux - Noir - -	HELISTATION - Piste Helistation	
P6	Parois verticales intérieures et enduits	Murs et cloisons	Mortier - Dur - Gris - Gouttière -	HELISTATION - Piste Helistation	
P7	Equipements divers et accessoires	Jointure	Joint / Mortier - Souple / Dur - Gris / Gris - -	HELISTATION - Piste Helistation	



CHANTIER

COORDONNÉES DESTINATAIRE

Référence C022023278171
Adresse Commande : 002IW008135-1
Affaire : N76
Boulevard de la Chantourne
38043 GRENOBLE CEDEX

AC Environnement
64, rue Clément Ader
42153 RIORGES

Riorges, le 05/01/2024

RAPPORT DE SYNTHÈSE MATÉRIAU n°RSC022023278171
RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES FIBRES D'AMIANTE

Laboratoire d'analyse	AC LAB
Normes et techniques analytiques	HSG 248 §2 ou NF ISO 22262-1(parties utiles): Recherche d'amiante dans les matériaux par Microscope Optique en Lumière Polarisée(MOLP) (1) : Morphologie et critères optiques <i>La détection de fibres d'amiante optiquement observables est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0.1 % en masse dans 95% des cas (*)</i> Parties utiles de la norme NF X 43-050 : Recherche d'amiante dans les matériaux par Microscopie Electronique à Transmission (MET) (2) : Morphologie, diffraction électronique, composition chimique <i>La détection de fibres d'amiante est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0.1 % en masse dans 95% des cas (*)</i>
Texte réglementaire	Arrêté du 1er octobre 2019 (modifié): Relatif aux modalités de réalisation des analyses de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante aux conditions de compétences du personnel et d'accréditation des organismes procédant à ces analyses
Méthodes internes	Selon les modes opératoires internes L.MO.20, L.MO.07 et L.MO.13.1
Préparation des échantillons	Prise d'essai représentative de l'échantillon - Pour une analyse MOLP : Prélèvement de fibres et montage sur lame de microscope optique - Pour une analyse META : Par attaque chimique, broyage manuel et mécanique et récupération des particules sur grilles de microscope électronique

Référence échantillon : 002IW008135-1_001

Référence labo	42PM02088927	Échantillon conforme aux critères d'acceptation	Oui
Date du prélèvement	20/12/2023	Analyse réglementaire	Oui (**)
Auteur du prélèvement	LOIC MAZZILLI	Date d'analyse	29/12/2023
Type de prélèvement	Voies et réseaux divers - Revêtement routier - Bitume couche et sous-couche		
Zone de prélèvement	N76 - Piste Hélistation		
Remarque concernant le prélèvement	RAS		

Phase	Couche	Description	MOLP			MET			Résultat
		Aspect, Texture, Couleur	Nb de préparations	Lame explorées(**)	Analyste	Attaque chimique	Nb de préparations	Grilles explorées(**)	Analyste
1	1	Enrobé Bitumineux Noir	-	-	-	Chloroforme	1	2	RMI
Nombre d'analyses nécessaires au rendu du résultat			0 MOLP			1 MET			Présence d'amiante
									Non détecté

Remarque concernant l'analyse (****) Analyse de la phase 1 non réglementaire : Le matériau Enrobé n'est pas présent dans la portée d'accréditation

Référence échantillon : 002IW008135-1_002

Référence labo	42PM02088928	Échantillon conforme aux critères d'acceptation	Oui
Date du prélèvement	20/12/2023	Analyse réglementaire	Oui (**)
Auteur du prélèvement	LOIC MAZZILLI	Date d'analyse	29/12/2023
Type de prélèvement	Voies et réseaux divers - Revêtement routier - Bitume couche et sous-couche		
Zone de prélèvement	N76 - Piste Hélistation		
Remarque concernant le prélèvement	RAS		

Phase	Couche	Description	MOLP			MET			Résultat
		Aspect, Texture, Couleur	Nb de préparations	Lame explorées(**)	Analyste	Attaque chimique	Nb de préparations	Grilles explorées(**)	Analyste
1	1	Enrobé Bitumineux Noir	-	-	-	Chloroforme	1	2	RMI
Nombre d'analyses nécessaires au rendu du résultat			0 MOLP			1 MET			Présence d'amiante
									Non détecté

Remarque concernant l'analyse (****) Analyse de la phase 1 non réglementaire : Le matériau Enrobé n'est pas présent dans la portée d'accréditation



Référence échantillon : 002IW008135-1_003

Référence labo 42PM02088929
 Date du prélèvement 20/12/2023
 Auteur du prélèvement LOIC MAZZILLI
 Type de prélèvement Voies et réseaux divers - Revêtement routier - Bitume couche et sous-couche
 Zone de prélèvement N76 - Piste Helistation
 Remarque concernant le prélèvement RAS

Échantillon conforme aux critères d'acceptation Oui
 Analyse réglementaire Oui (**)
 Date d'analyse 29/12/2023

Phase	Couche	Description	MOLP			MET				Résultat
		Aspect, Texture, Couleur	Nb de préparations	Lame explorée(**)	Analyste	Attaque chimique	Nb de préparations	Grilles explorées(**)	Analyste	Présence d'amiante
1	1	Enrobé Bitumineux Noir	-	-	-	Chloroforme	1	2	RMI	Non détecté
Nombre d'analyses nécessaires au rendu du résultat			0 MOLP			1 MET				

Remarque concernant l'analyse (****) Analyse de la phase 1 non réglementaire : Le matériau Enrobé n'est pas présent dans la portée d'accréditation

Référence échantillon : 002IW008135-1_004

Référence labo 42PM02088930
 Date du prélèvement 20/12/2023
 Auteur du prélèvement LOIC MAZZILLI
 Type de prélèvement Voies et réseaux divers - Revêtement routier - Bitume couche et sous-couche
 Zone de prélèvement N76 - Piste Helistation
 Remarque concernant le prélèvement RAS

Échantillon conforme aux critères d'acceptation Oui
 Analyse réglementaire Oui (**)
 Date d'analyse 29/12/2023

Phase	Couche	Description	MOLP			MET				Résultat
		Aspect, Texture, Couleur	Nb de préparations	Lame explorée(**)	Analyste	Attaque chimique	Nb de préparations	Grilles explorées(**)	Analyste	Présence d'amiante
1	1	Enrobé Bitumineux Noir	-	-	-	Chloroforme	1	2	RMI	Non détecté
Nombre d'analyses nécessaires au rendu du résultat			0 MOLP			1 MET				

Remarque concernant l'analyse (****) Analyse de la phase 1 non réglementaire : Le matériau Enrobé n'est pas présent dans la portée d'accréditation

Référence échantillon : 002IW008135-1_005

Référence labo 42PM02088931
 Date du prélèvement 20/12/2023
 Auteur du prélèvement LOIC MAZZILLI
 Type de prélèvement Voies et réseaux divers - Revêtement routier - Bitume couche et sous-couche
 Zone de prélèvement N76 - Piste Helistation
 Remarque concernant le prélèvement RAS

Échantillon conforme aux critères d'acceptation Oui
 Analyse réglementaire Oui (**)
 Date d'analyse 29/12/2023

Phase	Couche	Description	MOLP			MET				Résultat
		Aspect, Texture, Couleur	Nb de préparations	Lame explorée(**)	Analyste	Attaque chimique	Nb de préparations	Grilles explorées(**)	Analyste	Présence d'amiante
1	1	Enrobé Bitumineux Noir	-	-	-	Chloroforme	1	2	RMI	Non détecté
Nombre d'analyses nécessaires au rendu du résultat			0 MOLP			1 MET				

Remarque concernant l'analyse (****) Analyse de la phase 1 non réglementaire : Le matériau Enrobé n'est pas présent dans la portée d'accréditation

Référence échantillon : 002IW008135-1_006

Référence labo 42PM02088932
 Date du prélèvement 20/12/2023
 Auteur du prélèvement LOIC MAZZILLI
 Type de prélèvement Parois verticales intérieures et enduits - Murs et cloisons - Enduits ciment
 Zone de prélèvement N76 - Piste Helistation
 Remarque concernant le prélèvement Gouttière

Échantillon conforme aux critères d'acceptation Oui
 Analyse réglementaire Oui
 Date d'analyse 29/12/2023

Phase	Couche	Description	MOLP			MET				Résultat
		Aspect, Texture, Couleur	Nb de préparations	Lame explorée(**)	Analyste	Attaque chimique	Nb de préparations	Grilles explorées(**)	Analyste	Présence d'amiante
1	1	Mortier Dur Gris	-	-	-	Acétone	1	2	RMI	Non détecté
Nombre d'analyses nécessaires au rendu du résultat			0 MOLP			1 MET				

Remarque concernant l'analyse RAS



Référence échantillon : 002IW008135-1_007

Référence labo	42PM02088933	Échantillon conforme aux critères d'acceptation	Oui
Date du prélèvement	20/12/2023	Analyse réglementaire	Oui
Auteur du prélèvement	LOIC MAZZILLI	Date d'analyse	29/12/2023
Type de prélèvement	Equipements divers et accessoires - Jointure - Joint		
Zone de prélèvement	N76 - Piste Helistation		
Remarque concernant le prélèvement	RAS		

Phase	Couche	Description	MOLP			MET				Résultat
		Aspect, Texture, Couleur	Nb de préparations	Lame explorées(**)	Analyste	Attaque chimique	Nb de préparations	Grilles explorées(**)	Analyste	Présence d'amiante
1	1	Joint Souple Gris	-	-	-	Acétone	1	2	RMI	Non détecté
	2	Mortier Dur Gris	-	-	-					
Nombre d'analyses nécessaires au rendu du résultat			0 MOLP			1 MET				
Remarque concernant l'analyse		Couche 2 non dissociable(***) analysée avec la couche 1. Couche non-analysée : Polystyrène Souple Blanc								

Référence dossier: RSC022023278171

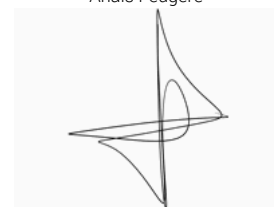
Nombre TOTAL d'analyses MOLP et META réalisées sur l'ensemble des échantillons : 0 MOLP et 7 MET

Nombre TOTAL des analyses rendues sous accréditations Cofrac : 2/7

(*) Pour être optiquement observable, une fibre doit avoir une largeur supérieure à 0.2 µm

(**) Lames explorées/Grilles explorées = Toutes lames/grilles de préparation ayant fait l'objet de vérification de leur conformité avant de procéder à la lecture

(***) La prise d'essai ne permet pas la dissociation des couches car il existe un risque de contamination entre les couches (couches en vrac ou couches fines)

Resp. équipe suppléante
Anaïs FeugèreAccréditation
N°1-7325
Portée
Disponible sur
www.cofrac.fr

L'accréditation de la section essais du Cofrac atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation.

Les essais rapportés dans ce document et identifiés par le symbole «●» sont couverts par l'accréditation.

Ce rapport ne concerne que les échantillons soumis à l'essai. Les résultats s'appliquent à l'échantillon analysé tel qu'il a été reçu.

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale.

Les échantillons sont archivés pour une durée de 6 mois à réception au laboratoire. Les grilles d'observation au microscope sont archivées pendant une durée de trois ans.

Les données et informations relatives à l'essai ainsi que les rapports sont conservés pendant une durée de dix ans.

(1) aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante optiquement observable inférieure à la limite de détection

(2) aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection

AC LAB
- 64, rue Clément Ader - 42153 Riorges - Fax : 0 825 800 954
SIRET : 441 355 914 000298 - N° de TVA Intracommunautaire : FR03441355914 - Code APE : 7120B
Assurée par HDI Global SE N°76208471-30015 (date de validité : du 01/01/2024 au 31/12/2024)Tél. : 0 800 600 133
labs@ac-environnement.fr

L.MO.F 07.8 V9

PAGE 3 / 3

Rapport de repérage des matériaux et produits de la liste A et B contenant de l'amiante à intégrer au Dossier Technique Amiante (DTA)

Mission de repérage réalisée selon les dispositions des articles R1334-17 et 18, R1334-20, R1334-21, R1334-23, R1334-24 et R1334-29-5 du Code de la santé publique et conformément aux arrêtés du 12 décembre 2012 modifiés relatifs au repérage des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante, à l'arrêté du 24 Décembre 2021 ainsi qu'à la norme NF X46-020 d'août 2017.

A - RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS



A-1 DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE

Adresse : Boulevard de la Chantourne 38043 GRENOBLE
CEDEX
Batiment : NC
Etage : NC
Références client : N76

N° de lot : Non communiqué
Désignation : N76

Date de construction/permis de construire : Avant 2019
Fonction du bâtiment : Autres

A-3 OPERATEUR DE REPERAGE

Nom prénom : MAZZILLI LOIC
Certification n° : CPDI6030
Délivré le : 07/06/2021

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par ICERT - Parc d'Affaires, Espace Performance - Bât K - 35760 ST Grégoire

A-2 PROPRIETAIRE / DONNEUR D'ORDRE

Propriétaire :
Société HOPITAL NORD CHU GRENOBLE ALPES
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE GRENOBLE
ALPES
CS 10217

Donneur d'ordre :
Société HOPITAL NORD CHU GRENOBLE ALPES
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE GRENOBLE
ALPES
CS 10217

Date commande : 20/12/2023
Date repérage : 20/12/2023
Représentant du DO : Société HOPITAL NORD CHU GRENOBLE ALPES
Rapport émis le : 05/01/2024

A-4 ASSURANCE

Société & Siret : AC Environnement - 44135591400298
Assurance : HDI Global SE 76208471-30015
Date de validité : du 01/01/2023 au 31/12/2023

PRÉSENCE D'AMIANTE DANS LE CADRE DE LA MISSION Non

PRÉSENCE DE LOCAUX OU PARTIES DE LOCAUX NON VISITÉS ET OU Non

DE COMPOSANTS OU PARTIES DE COMPOSANTS NON INSPECTÉS

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité

B - SOMMAIRE

A - Renseignements administratifs

- A-1 - Désignation de l'immeuble
- A-2 - Propriétaire / Donneur d'ordre
- A-3 - Opérateur de repérage
- A-4 - Assurance

B - Sommaire

C - Locaux ou parties de locaux et composants ou parties de composant

- C-1 - Locaux visités
- C-2 - Locaux ou partie(s) de locaux non visité(s) et composant(s)

ou partie(s) de composant non inspecté(s)

D - Conclusion(s)

- D-1 - Conclusion(s) du rapport de mission
- D-2 - Commentaire(s) et réserve(s)

E - Conditions de repérage

- E-1 - Rapport(s) précédemment réalisé(s)
- E-2 - Objet, méthodologie et cadre juridique de l'intervention
- E-3 - Périmètre de repérage
- E-4 - Conditions de réalisation du repérage

F - Grille de résultat du repérage

G - Obligations réglementaires du propriétaire

Recommandations de gestion adaptées aux besoins de protection des personnes

H - Recommandations générales de sécurité

Annexes

- Plan de repérage technique
- Reportage photographique
- Etat de conservation des matériaux de la liste A
- Etat de conservation des matériaux de la liste B
- Fiche d'identification et de cotation des prélèvements
- Rapport(s) d'analyse(s) du laboratoire
- Documents

C - LOCAUX OU PARTIE(S) DE LOCAUX ET COMPOSANT(S) OU PARTIE(S) DE COMPOSANT

C-1 LISTE DES LOCAUX VISITÉS

Plan	Volume	Plan	Volume
HELISTATION	Piste Helistation	HELISTATION	Local technique

C-2 LOCAUX OU PARTIE(S) DE LOCAUX NON VISITÉ(S) ET COMPOSANT(S) OU PARTIE(S) DE COMPOSANT NON INSPECTÉ(S)

Liste des locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants qui n'ont pu être visités et pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante :

Localisation	Justification(s)	Investigation complémentaire restant à réaliser	Moyen d'accès à mettre en oeuvre
Néant	Néant	Néant	Néant

D - CONCLUSIONS

D-1 CONCLUSION(S) DU RAPPORT DE MISSION

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.

D-2 COMMENTAIRE(S) ET RESERVE(S)

Néant

E - CONDITIONS DE REPÉRAGE

E-1 RAPPORT(S) PRECEDEMMENT REALISE(S)

Date	Références	Principales conclusions
cf fiche récapitulative	cf fiche récapitulative	cf fiche récapitulative

E-2 OBJET, METHODOLOGIE ET CADRE JURIDIQUE DE L'INTERVENTION

Objet de la mission :

Etablir ou mettre à jour le rapport de repérage des matériaux et produit de liste A et B de l'annexe 13-9 du Code de la santé publique en vue de la constitution ou de l'actualisation de Dossier Technique Amiante.

Obligation réglementaire de la constitution du DTA :

Le présent rapport de repérage devra être joint par le propriétaire aux autres pièces constitutives du Dossier Technique Amiante du bien, telles que définies à l'article R1334-29-5 du Code de la santé publique.

Méthodologie :

Rechercher, identifier, localiser et évaluer l'état de conservation des produits de la liste A et B accessibles sans travaux destructifs. Pour les matériaux de la liste B, leur risque de dégradation lié à l'environnement est également évalué.

Cadre réglementaire et normatif :

- Code de la santé publique : articles R1334-17 et 18, R1334-20, R1334-21, R1334-23, R1334-24, R1334-29-5, listes A et B de l'annexe 13-9;
- Décret n°2011-629 de 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis;
- Arrêté du 12 décembre 2012 modifié relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage;
- Arrêté du 12 décembre 2012 modifié relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage;
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du "dossier technique amiante";
- Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.
- Décret n°2021-872 du 30 juin 2021 recodifiant la partie réglementaire du livre 1er du code de la construction et de l'habitation et fixant les conditions de mise en œuvre des solutions d'effet équivalent.
- Norme NF X46-020 Août 2017;

Limite de la mission :

Le présent rapport de repérage correspond à l'Etat relatif à la présence ou l'absence d'amiante à produire en cas de vente, prévu à l'article L1334-13 et R1334-29-7 du Code de la santé publique, dans les limites de réalisation de la mission rappelées dans le présent rapport. Le présent rapport de repérage n'est pas suffisant pour couvrir les obligations d'évaluation initiale du risque amiante du propriétaire/donneur d'ordre/maître d'ouvrage en cas de travaux, prévues par le code du travail aux articles R4412-97 à R4412-97-6. En cas de travaux, le propriétaire/donneur d'ordre/maître d'ouvrage devra fournir aux entreprises

E-3 PERIMETRE DE REPERAGE

Notre périmètre de repérage porte sur l'ensemble des locaux ou parties de l'immeuble listés au point C-1 du présent rapport et figurant sur le schéma de repérage joint en annexe à l'exclusion des locaux ou parties d'immeuble n'ayant pu être visités listés au point C-2.

E-4 CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

Programme de repérage

Le programme de repérage de la mission est constitué par les matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la santé publique :

Liste A mentionnée à l'article R 1334-20

Composant à sonder ou à vérifier

Flocages

Calorifugeages

Faux plafonds

Liste B mentionnée à l'article R 1334-21

Composant de la construction	Partie de composant à sonder ou à vérifier
1. Parois verticales intérieures - Murs et cloisons "en dur" et poteaux (périphériques et intérieurs). - Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres.	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiante-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu. Enduits projetés, panneaux de cloisons.
2. Planchers et plafonds Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres. Planchers	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés. Dalles de sol.
3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs Conduits de fluides (air, eau et autres fluides...). Clapets / volets coupe feu Portes coupe feu Vides ordures	Conduits, enveloppe de calorifuges. Clapets, volets, rebouchage. Joints (tresses, bandes). Conduits.
4. Eléments extérieurs Toitures. Bardages et façades légères. Conduits en toiture et façade.	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composite, fibres-ciment), bardeaux bitumineux. Plaques, ardoise, panneaux (composites, fibre-ciment). Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée.

F - GRILLE DE RESULTAT DU REPERAGE

Localisation	Categorie	Composant	Partie de composant	Liste	Action	Description	Précision	Ref pré.	Descriptif	Résultat	Conclusion	EC
Plan : HELISTATION												
Piste Helistation										Néant*	Absence	
Local technique										Néant*	Absence	

* Conformément à l'article R 1334-20 et 21 (Liste A et B) définissant l'ensemble des composants dont les parties sont à sonder ou à vérifier, après intervention de l'opération de repérage, les locaux investigués ne présentent aucun de ces éléments.

G - OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES DU PROPRIETAIRE

RECOMMANDATIONS DE GESTION ADAPTÉES AUX BESOINS DE PROTECTION DES PERSONNES

Produits de la liste A (flocage-calorifugeage-faux plafond) :

Score 1 :

L'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception ;

Score 2 :

La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R. 1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception ;

Score 3 :

Les travaux de retrait ou de confinement sont achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation. Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées sont mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et, dans tous les cas, à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux. Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné :

- dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre,
- dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

Produits de la liste B :

Score EP (Evaluation périodique) :

Cette evaluation consiste a :

- a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

Score AC1 (action corrective de niveau 1) :

Cette action corrective consiste a :

- a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

Score AC2 (action corrective de niveau 2) :

Cette action corrective consiste a :

- a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
- b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
- c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

H - RECOMMANDATIONS GENERALES DE SECURITE

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en oeuvre des mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R.1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en oeuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation, ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations Générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre une exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec l'exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants, ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Le risque de cancer du poulmon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristiques, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante, en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les professionnels pour la gestion des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels formés dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement des matériaux et produits contenant de l'amiante doivent être certifiées.

Tous les travailleurs susceptibles d'intervenir sur les matériaux amiantés (comme les opérateurs de repérage, électriciens, couvreurs, services techniques, etc...) doivent avoir suivi une formation en adéquation avec le niveau de responsabilité du travailleur. Le code du travail exige pour les activités et interventions sur matériaux contenant de l'amiante que les travailleurs affectés soient notamment formés au préalable à la prévention des risques liés à l'amiante (article R.4412-100 du code du travail), bénéficie d'un suivi médical (article R.4412-44 du code du travail). Il convient par ailleurs que l'employeur établisse avant toute intervention un mode opératoire (article R.4412-140 du code du travail), qui doit être transmis à l'inspecteur du travail, les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) et le cas échéant, l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés peuvent vous être fournis par les directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM), l'institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (INRS) et l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières lors d'interventions ponctuelles non répétées, comme par exemple :

- accrochage d'un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, comme par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'un vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante ;

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante (en tenant compte du risque électrique) et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a) Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante doivent être conditionnés en sacs étanches et étiquetés avant leur sortie de la zone de confinement.

Seuls les déchets où l'amiante est fortement lié (les dalles de sol ou amiante lié à des matériaux inertes par exemple) peuvent être entreposés temporairement sur le chantier, sur une aire d'entreposage couverte permettant de prévenir les risques de rupture d'intégrité de leur conditionnement. L'accès à l'aire d'entreposage est interdit aux personnes autres que le personnel de l'entreprise de travaux.

Les autres déchets contenant de l'amiante sont évacués vers les installations de traitement des déchets dès leur sortie de la zone de confinement. Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés.

b) Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c) Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d) Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinee.org.

e) Traçabilité


Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n°11861).

Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

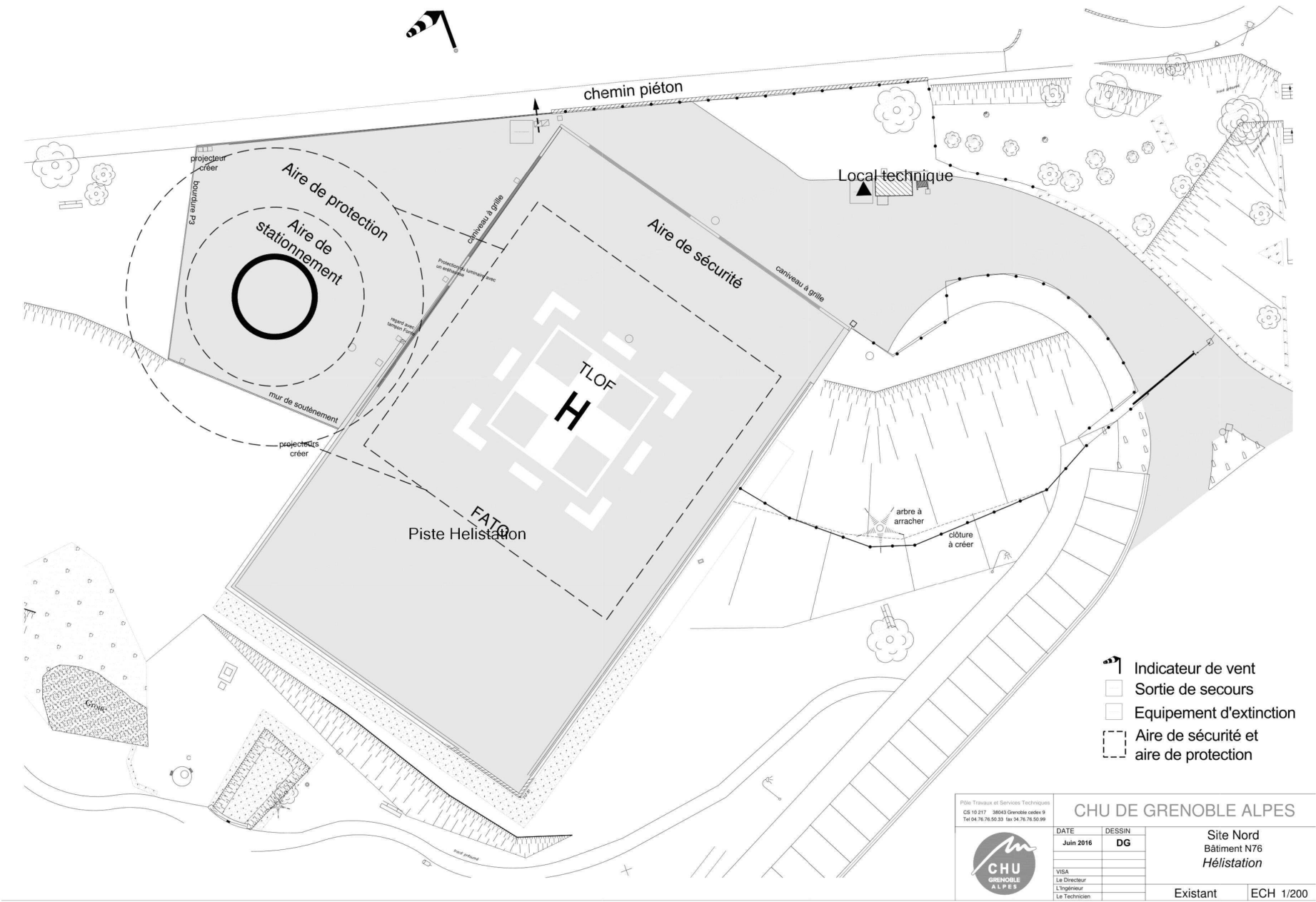
ANNEXE : PLANS DE REPÉRAGE DES MPCA

Ref.	Plans	Titre du plan
	HELISTATION	HELISTATION - Plan de repérage - Actions menées

HELISTATION - PLAN DE REPÉRAGE - ACTIONS MENÉES

Référence:
002IW008135-1

Légende



ANNEXE: DOCUMENTS

Assurance AC 2024 1/2

Assurance AC 2024 2/2

Tour Trinity
1 bis Place de la Défense - CS 20298
92095 Paris La Défense Cedex
T : +33 (0) 1 44 05 56 00
F : +33 (0) 1 44 05 56 06



ATTESTATION D'ASSURANCE
RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE

Nous soussignés HDI Global SE, Tour Trinity - 1 bis Place de la Défense - 92035 Paris La Défense Cedex, certifions que la société :

VENTURA
64 RUE CLEMENT ADER
42153 RIORGES - FRANCE

est titulaire auprès de notre Compagnie d'une police d'assurance **RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE** n° 76208471-30015 couvrant également l'assuré additionnel :

AC ENVIRONNEMENT

- Les activités garanties sont notamment les suivantes :
- Dossier Technique Amiante (DTA) et Dossier Amiante Parties Privatives (DAPP)
 - Tous repérages des matériaux et produits contenant de l'amiante (Code de la santé publique et Code du travail), y compris avant travaux ou démolition
 - Examen visuel après travaux de retrait d'amiante
 - Stratégie d'échantillonnage et prélèvements d'air et de matériaux
 - Caractérisation des enrobés bitumineux : recherche d'amiante et des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)
 - Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour le traitement des sujets liés à l'amiante
 - Etat du bâtiment relatif à la présence de termites
 - Etat parasitaire
 - Diagnostic du risque d'intoxication au plomb dans les peintures (DRIPP)
 - Constat de risque d'exposition au plomb (CREP)
 - Recherche et repérage du plomb avant ou après travaux, y compris démolition
 - Diagnostic de performance énergétique
 - Diagnostic Produits Matériaux Equipements et Déchets (PEMD)
 - Information sur la présence d'un risque de mérule
 - Mesurage de la superficie privative de lots de copropriété (loi "Carrez")
 - Etat des lieux (en propre ou en sous-traitance)
 - Réalisation de l'état descriptif de division des lots et du règlement de copropriété
 - Mesurages des surfaces habitables, utiles, etc. (tous types de surfaces au sens du Code de la construction et de l'habitation)
 - Etat de l'installation intérieure d'électricité
 - Etat de l'installation intérieure de gaz
 - Tous Audits Énergétiques, y compris réglementaire
 - Etat des Risques et Pollution (ERP), anciennement ERMT ou ESIRS)
 - Certificat de détection - Loi SRU
 - Mesure du Radon dans les bâtiments
 - Relevé de cotes et plan de rez-de-chaussée en copropriété
 - Diagnostic Technique Global (DTG)
 - Analyse de tous ces diagnostics soit en direct soit sous traitée
 - Formation aux risques professionnels liés à l'amiante via une structure du groupe (ASE)
 - Réalisation d'inspections dans le cadre du dispositif CEE (Certificats d'Economie d'Energie)
 - Prélèvement d'eau en vue de l'analyse de la teneur en plomb
 - Recherche des canalisations en plomb dans les bâtiments
 - Certificat de conformité des travaux de réhabilitation pour les investissements locatifs dans l'ancien (dispositifs Robien et équivalents)
 - Contrôle des installations d'assainissement collectif et non collectif
 - Diagnostic d'accessibilité handicapés
 - Etudes thermiques
 - Formation des franchisés et partenaires et ce, dans le cadre de l'expertise en pathologie du bâtiment et de toutes expertises liées à la construction ainsi qu'à toutes activités annexes ou connexes.
 - Conception, développement de logiciels, progiciels, mise au point, développement et commercialisation de tous produits ou services informatiques et électroniques ;

HDI Global SE
HDI Platz 1, 30659 Hannover, Germany
www.hdi.global

Händlerregister: Registered office Hannover
HR Hannover B 60320
VAT registration ID DE 219628782

Chairman of the Supervisory Board: Tonten Luse
Board of Management: Dr. Edgar Puls (Chairman), Ralph
Beuter
Dr. Muhammad Enbomez, Dr. Christian Hemminger, Dr.
David Hufn, Dr. Thomas Huber, Claire McDonald

Tour Trinity
1 bis Place de la Défense - CS 20298
92095 Paris La Défense Cedex
T : +33 (0) 1 44 05 56 00
F : +33 (0) 1 44 05 56 06



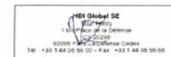
- Activités de services, prestations, conseil, audit et développement en lien avec ses activités digitales
- Activités concernant la formation professionnelle
- Développement, animation d'un réseau de franchise
- Relevés 3D et relevés de mesures et données techniques
- Réalisation de plans et nomenclatures
- Hébergement de données
- Repérage des Fibres Céramiques Réfractaires (FCR)
- Réalisation de Plans Annuels de Travaux (PPT) en copropriété

Les garanties s'exercent à concurrence des montants ci-après :

RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION	MONTANT DES GARANTIES	
Tous Dommages Conforuds (dommages corporels, dommages matériels, dommages immatériels)	7 500 000 EUR	par sinistre
Dont		
• Dommages matériels et immatériels consécutifs	3 000 000 EUR	par sinistre
• Dommages immatériels non consécutifs	1 000 000 EUR	par sinistre
• Faute inexcusable de l'employeur/Maladie professionnelle	2 500 000 EUR	par sinistre et par période d'assurance
• Atteintes accidentelles à l'environnement (pour les sites non soumis à enregistrement ou à autorisation préfectorale)	500 000 EUR	par sinistre et par période d'assurance
• Dommages aux Biens confiés	30 000 EUR	par sinistre
RESPONSABILITE CIVILE APRES PRESTATIONS / RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE		
Tous Dommages Conforuds (dommages corporels, dommages matériels, dommages immatériels)	3 000 000 EUR	par sinistre et par année d'assurance
Dont		
• Dommages matériels et immatériels consécutifs	3 000 000 EUR	par sinistre et par année d'assurance
• Dommages immatériels non consécutifs	1 000 000 EUR	par sinistre et par année d'assurance

La présente attestation valable pour la période d'assurance du 01/01/2024 au 31/12/2024, est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager l'Assureur en dehors des termes et limites précisées par les clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère. La présente attestation n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'Assureur.

Fait à Paris, le mercredi 6 décembre 2023 - VU/CPM



HDI Global SE
HDI Platz 1, 30659 Hannover, Germany
www.hdi.global

Händlerregister: Registered office Hannover
HR Hannover B 60320
VAT registration ID DE 219628782

Chairman of the Supervisory Board: Tonten Luse
Board of Management: Dr. Edgar Puls (Chairman), Ralph
Beuter
Dr. Muhammad Enbomez, Dr. Christian Hemminger, Dr.
David Hufn, Dr. Thomas Huber, Claire McDonald

Attestation AC 2023

ICERT - Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K
- 35760 ST Grégoire - CPDI6030



ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné **Mme Dominique BISAGA**, présidente de la **SAS AC ENVIRONNEMENT** (siret 441 355 914 00298), déclare sur l'honneur être en situation régulière au regard des dispositions de l'article L271-6 du Code de la construction et de l'habitation, que ma société dispose d'une organisation et de moyens appropriés et que l'ensemble des mes salariés présentent les garanties de compétence pour établir les documents prévus aux 1° à 4°, 6° et 7° du I de l'article L271-4 du Code de la Construction et de l'habitation, ainsi qu'à l'article L276-26 et L 276-28-1 du même code, à savoir :

- Le constat de risque d'exposition au plomb prévu aux articles L 1334-5 et L 1334-6 du Code de la santé publique ;
- L'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L 1334-13 du même code, ainsi que l'ensemble des repérages de l'amiante prévu par le Code de la santé publique et le Code du travail ;
- L'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment prévu à l'article L 126-24 du Code de la construction et de l'habitation ;
- L'état de l'installation intérieure de gaz prévu à l'article L 134-9 du même code ;
- Le diagnostic de performance énergétique prévu à l'article L 126-26 du Code de la construction et de l'habitation ;
- L'audit énergétique prévu à l'article L276-28-1 du même code ;
- L'état de l'installation intérieure d'électricité prévu à l'article L 134-7 du même code.

Ceci s'applique aussi à toute autre prestation couverte par notre contrat d'assurance responsabilité civile professionnelle en vigueur à la date de réalisation de la prestation

Je déclare que la **SAS AC ENVIRONNEMENT** est souscritrice d'une assurance responsabilité civile professionnelle n°76208471-30015 souscrit auprès de la compagnie d'assurance **HDI** permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de ma responsabilité en raison de mes interventions, selon les dispositions de l'article R271-2.

Je déclare n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à moi, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir l'un des documents mentionnés ci-dessus, ainsi que toute autre prestation couverte par notre contrat d'assurance responsabilité civile professionnelle en vigueur à la date de réalisation de la prestation.

En dehors de l'obligation des déclarations des textes cités ci-dessus, je déclare en outre ne pas verser de commission aux apporteurs d'affaires, mandataires, prescripteurs.

Je déclare tenir un registre des réclamations et des plaintes qui est à la disposition des organismes certificateurs sur simple demande.

Fait à Riorges le 24 février 2023

Dominique BISAGA



AC ENVIRONNEMENT - SIEGE SOCIAL
9 bis, rue Clément Ader - CS 70264 - 42153 RIORGES
T : 04 77 44 92 44 - 04 77 44 92 15 - 04 77 44 92 16
A.S. à responsabilité limitée (SRL) - 0001 - 000000000000 - 000000000000 - 000000000000 - 000000000000

0800 430 100
www.ac-environnement.com



Certificat de compétences
Diagnostic Immobilier

N° CPDI 6030 Version 004

Je soussignée, Juliette JANNOT, Directrice Générale d'I.Cert, atteste que :

Monsieur MAZZILLI Loïc

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert en vigueur (CPE DI DR a6 (cycle de 5 ans) - CPE DI DR a6 (cycle de 7 ans)), dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention	Amiante Avec Mention Date d'effet : 07/06/2021 - Date d'expiration : 06/06/2028
Amiante sans mention	Amiante Sans Mention Date d'effet : 07/06/2021 - Date d'expiration : 06/06/2028
Electricité	Etat de l'installation intérieure électrique Date d'effet : 22/03/2022 - Date d'expiration : 21/03/2029
Gaz	Etat de l'installation intérieure gaz Date d'effet : 22/03/2021 - Date d'expiration : 21/03/2028
Plomb	Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb Date d'effet : 28/04/2022 - Date d'expiration : 27/04/2029

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.
Edité à Saint-Grégoire, le 29/04/2022.



Institut de Certification

Certification de personnes

Diagnostic Immobilier

Portée disponible sur www.icert.fr

Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K – 35760 Saint-Grégoire



CPE DI DR a6 v10